



SMRC Automotive Modules France S.A.S.
(Anciennement Reydel Automotive France S.A.S.)
Exercice de quinze mois clos le 31 mars 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG et Autres



SMRC Automotive Modules France S.A.S. (Anciennement Reydel Automotive France S.A.S.)

Exercice de quinze mois clos le 31 mars 2019

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Associé Unique de la société SMRC Automotive Modules France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par décision de l'associé unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SMRC Automotive Modules France S.A.S. relatifs à l'exercice de quinze mois clos le 31 mars 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.



Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2 de la partie A « Faits caractéristiques de l'exercice » de l'annexe aux comptes annuels qui expose le fait que votre société réalise exceptionnellement un exercice d'une durée de quinze mois.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

- ▶ Votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de perte de valeurs des immobilisations corporelles, tel que cela est décrit dans la note 1.4 « Provisions pour dépréciation » de la partie B « Règles et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir les calculs effectués par votre société et à vérifier l'information fournie dans cette note de l'annexe. Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.
- ▶ Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques et les charges, tel que cela est décrit dans la note 4 « Provisions pour risques et charges » de la partie B « Règles et méthodes comptables » et dans la note 2 « Provisions » de la partie D « Notes sur la passif » de l'annexe aux comptes annuels. Nos travaux ont consisté à revoir les calculs effectués par votre société, à apprécier les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, le caractère raisonnable de ces dernières et l'information fournie dans ces notes de l'annexe.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique, à l'exception du point ci-dessous.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : la ventilation par tranches de retard des factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice ne concorde pas systématiquement avec les données sous-tendant la comptabilité.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;



- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 12 juillet 2019

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

Sandrine Ledez

**SMRC Automotive Modules France
SAS**

Rue Léon Duhamel

62440 HARNES

Comptes au 31/03/2019

SMRC

Samvardhana Motherson Reydel Companies

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

A. Faits caractéristiques de l'exercice	8
B. Principes, règles et méthodes comptables	11
C. Notes sur l'actif	14
Immobilisations	16
Amortissements	17
Créances et dettes	18
Détail des Charges Constatées d'avance	19
Produits à recevoir	20
D. Notes sur le passif	21
Composition du capital social	23
Variation des capitaux propres	24
Affectation des résultats soumise à approbation de l'AG	25
Provisions et dépréciations	26
Charges à payer	27
Détail des Produits constatés d'avance	28
E. Notes sur le compte de résultat	29
Ventilation du chiffre d'affaires	30
Produits et charges exceptionnels	31
Transfert de charges	32
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	33
F. Autres informations	34
Entreprises liées	35
Effectif moyen	36

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/03/2019	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	9 093 284	7 576 446	1 516 837	7 348 517
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	5 075 786	4 314 396	761 390	2 030 330
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	436 178	9 256	426 922	426 922
Constructions	24 649 967	14 592 565	10 057 402	9 927 975
Installations techniques, matériel, outillage	89 101 353	75 199 816	13 901 537	13 660 422
Autres immobilisations corporelles	7 859 860	5 446 453	2 413 406	1 891 303
Immobilisations en cours	4 922 009		4 922 009	4 412 798
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 991 252		1 991 252	3 954 453
ACTIF IMMOBILISE	143 129 688	107 138 932	35 990 756	43 652 720
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	4 605 849	1 061 586	3 544 264	4 080 134
En-cours de production de biens	34 041 757	828 126	33 213 631	34 489 079
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	3 006 881	659 984	2 346 897	3 522 395
Marchandises	116 003		116 003	214 890
Avances et acomptes versés sur commandes	611 165		611 165	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	36 523 487	81 619	36 441 868	39 377 805
Autres créances	92 839 043	315 148	92 523 894	124 148 790
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités	6 251 941		6 251 941	4 358 333
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	448 251		448 251	277 608
ACTIF CIRCULANT	178 444 377	2 946 463	175 497 915	210 469 033
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	31 840		31 840	
TOTAL GENERAL	321 605 906	110 085 395	211 520 511	254 121 753

Rubriques	31/03/2019	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 6 662 277)	6 662 277	6 662 277
Primes d'émission, de fusion, d'apport		2 220 329
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	-258 568	
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	1 843 915	-2 478 897
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	2 061 366	2 628 757
CAPITAUX PROPRES	10 308 989	9 032 466
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	6 198 490	9 328 433
Provisions pour charges	13 027 143	13 829 650
PROVISIONS	19 225 633	23 158 083
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 800 000	3 778 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	13 177 832	2 487 120
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	92 586 232	109 807 228
Dettes fiscales et sociales	25 985 936	30 013 134
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	31 437 928	32 676 985
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	16 931 552	43 082 537
DETTES	181 919 480	221 845 004
Ecarts de conversion passif	66 409	86 201
TOTAL GENERAL	211 520 511	254 121 753

Rubriques	France	Exportation	31/03/2019	31/12/2017
Ventes de marchandises	3 669 034	4 585 489	8 254 523	4 914 999
Production vendue de biens	411 432 950	259 881 353	671 314 303	519 427 191
Production vendue de services	2 395 236	1 070 351	3 465 587	21 285 142
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	417 497 219	265 537 194	683 034 413	545 627 332
Production stockée			-32 163 412	-34 948 906
Production immobilisée			-56 760	56 760
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			10 274 776	12 935 735
Autres produits			50 190 679	46 116 560
PRODUITS D'EXPLOITATION			711 279 697	569 787 481
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			24 668 700	16 752 165
Variation de stock (marchandises)			137 099	-39 029
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			409 152 441	311 820 052
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-29 388 641	-23 723 476
Autres achats et charges externes			164 450 716	150 996 344
Impôts, taxes et versements assimilés			7 105 193	5 300 849
Salaires et traitements			64 261 791	49 952 977
Charges sociales			28 698 994	21 981 800
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			11 039 524	9 467 636
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			2 584 828	2 385 301
Dotations aux provisions			4 029 617	1 850 901
Autres charges			24 457 005	22 731 961
CHARGES D'EXPLOITATION			711 197 268	569 477 480
RESULTAT D'EXPLOITATION			82 429	310 001
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			23 222	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			361 768	128 417
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			183 412	201 944
Différences positives de change			5 233	6 123
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				391
PRODUITS FINANCIERS			573 635	336 875
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			353 967	556 666
Intérêts et charges assimilées			295 787	378 442
Différences négatives de change			39 901	16 833
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			689 654	951 942
RESULTAT FINANCIER			-116 019	-615 067
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-33 590	-305 066

Rubriques	31/03/2019	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	172 464	122 435
Produits exceptionnels sur opérations en capital	6 000	309 168
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	7 576 094	1 532 833
PRODUITS EXCEPTIONNELS	7 754 558	1 964 436
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 755 531	254 808
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 590 940	210 575
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	1 029 616	5 735 785
CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 376 087	6 201 168
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-621 528	-4 236 732
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-2 499 033	-2 062 902
TOTAL DES PRODUITS	719 607 891	572 088 791
TOTAL DES CHARGES	717 763 976	574 567 688
BENEFICE OU PERTE	1 843 915	-2 478 897

Annexes

A. FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

1. Rachat par le Groupe Samvardhana Motherson

En date du 2 août 2018, le Groupe Samvardhana Motherson (SMG) a racheté le Groupe Reydel Automotive à Cerberus. Suite à ce rachat, un changement de dénomination sociale est intervenu en date du 22 août 2018, la société Reydel Automotive France SAS devenant SMRC Automotive Modules France SAS.

La Société est toujours détenue à 100% par SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V. (Pays-Bas), anciennement dénommée Reydel Automotive B.V.

2. Modification de la date de clôture de l'exercice social

Suite à la prise de contrôle par le Groupe Samvardhana Motherson, un processus d'harmonisation et d'alignement avec les standards Samvardhana Motherson a été initié. A cet effet, la date de clôture de l'exercice social de la Société a été modifiée, par décision de l'Associé Unique du 23 novembre 2018 ; pour se clôturer, après une durée de 12 mois toujours, le 31 mars de chaque année. Pour permettre cette transition, l'exercice en cours ouvert le 1er janvier 2017 se clôture le 31 mars 2019 ; avec une durée exceptionnelle d'exercice de 15 mois.

3. Contexte économique et évolution de l'activité

Dans un contexte de poursuite de la croissance du marché automobile français sur l'exercice, la Société a augmenté son chiffre d'affaires usines de 6,9% à périmètre comparable (+33,0 m€). L'activité croate progresse également (+1,7 m€), tandis que celle du contrat manufacturier espagnol décroît légèrement (-3,3 m€).

Cette croissance est avant tout liée à celle de l'usine de Rougegoutte (+21,9% à périmètre comparable), issue du succès de la 3008 (projet P8) dont les ventes n'ont pas faibli pour cette 3^{ème} année de commercialisation ; en conjonction avec la première année complète de commercialisation de l'Opel Grandland X (projet P1UO) démarré en juillet 2017.

Le chiffre d'affaires de l'usine de Gondécourt est légèrement en baisse de 1,5% sur l'exercice (à périmètre comparable), composé des ventes réalisées sur les véhicules Renault Master (30 m€), Nissan Micra (25 m€), Peugeot 2008 (18,1 m€) et Renault Zoé (17,4 m€). Il n'y a pas eu de lancement de nouveaux projets sur l'exercice ni de fin de projet.

Sur l'exercice, la Société a réalisé en conséquence un bénéfice d'exploitation à l'équilibre de 0,1 m€.

4. Mise en production

La Société a effectué sur l'exercice le démarrage série du Renault KADJAR (console) et de la Citroen Berlingo et Peugeot Partner (planche de bord).

5. Revenus des projets Outillages

L'activité Outillages dégage un chiffre d'affaires de 48,5 m€ (15 mois), principalement sur 3 projets. Le chiffre d'affaires des études et autres prestations (15 mois) s'élève quant à lui à 24,8 m€ sur l'exercice.

6. Evolution du contrat d'affacturage

En date du 13 décembre 2018, la société a modifié son contrat d'affacturage pour un contrat déconsolidant. Le factor supporte désormais le risque de non-recouvrement des créances client dont les factures sont cédées ; et les factures d'outillages cédées sont à présent financées. A la date de clôture, la limite de financement des factures cédées est fixée à 75 m€.

7. Autres faits marquants

Consécutivement à la modification du contrat d'affacturage, la société a remboursé les soldes en comptes courants qu'elle détenait auprès de la société SMRC Automotive Holdings B.V.

La société a également octroyé sur l'exercice, deux prêts envers SMRC Automotive Holdings B.V. pour un montant de 15 m€ et SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V. pour un montant de 25 m€.

B. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 mars 2019, ont été élaborés et présentés conformément au règlement n°2016-07 de l'ANC du 04 novembre 2016 et aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels applicable à la Société. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

1. Actif immobilisé

1.1 Immobilisations incorporelles

Les nouvelles immobilisations incorporelles sont amorties linéairement, sur leur durée réelle d'utilisation. Pour les nouveaux brevets, marques et logiciels, cette durée varie de 1 à 7 ans.

1.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont enregistrées au bilan à leur coût d'acquisition. Ce coût inclut les frais d'acquisition et de mise en service. Il n'inclut pas les frais d'entretien et de réparation qui sont enregistrés en charges.

Les nouvelles immobilisations sont amorties en linéaire.

Les règlements CRC 2002-10 relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs et CRC 2004-06 relatif à la définition et l'évaluation des actifs sont appliqués prospectivement depuis le 1er janvier 2005. Ils concernent principalement la comptabilisation des immobilisations par composants, la définition de nouvelles durées d'amortissement désormais alignées sur les durées d'utilisation estimées.

Les durées économiques et fiscales d'amortissement par type d'immobilisations sont les suivantes :

Durée d'amortissement (en années)	Comptable	Fiscal
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
BREVETS & MARQUES DEPOSES	1 à 6	1 à 3
BREVETS & MARQUES ACQUIS	5 à 7	5
LOGICIELS ET PROGICIELS DE PRODUCTION	3	3 à 4
AUTRES LOGICIELS ET PROGICIELS CREES	3 à 4	3 à 4
AUTRES LOGICIELS ET PROGICIELS ACQUIS	1 à 10	1 à 3
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
AGENCEMENTS DES TERRAINS	10 à 50	10
ENSEMBLES IMMOBILIERS INDUSTRIELS	1 à 50	1 à 25
INSTALL.GALES - AGENCEMENTS AMENAGEMENTS/ENSEMBLES	5 à 50	5 à 20
CONSTRUCTION SUR SOL D'AUTRUI	10 à 44	10 à 20
AMENAGEMENTS AGENCEMENTS CONSTRUCTIONS	4 à 50	5 à 10
PRESSES INJECTION	2 à 20	2 à 8
GROSSES REPARATIONS	2 à 20	3
CHAINES DE PEINTURE ET AUTRES MACHINES DE PRODUCTION	2 à 15	2 à 7
MOULES	3 à 15	7
MACHINES DE FINITION	2 à 16	2 à 8
AUTRES MATERIELS INDUSTRIELS	1 à 30	1 à 10
OUTILLAGE INDUSTRIEL	1 à 7	1 à 10
AGENCEMENTS & AMENAGEMENTS DES MATERIELS / OUTILLAGES	2 à 25	2 à 8
INSTALLATIONS GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS	3 à 50	3 à 10
VEHICULES DE TOURISME	3 à 5	3 à 5
MATERIEL DE BUREAU	3 à 10	2 à 10
MATERIEL INFORMATIQUE DE PRODUCTION	2 à 15	2 à 5
MATERIEL INFORMATIQUE AUTRE QUE PRODUCTION	1 à 11	1 à 7
MOBILIER	5 à 10	5 à 10
EMBALLAGES RECUPERABLES	1 à 15	1 à 10

L'amortissement dérogatoire calculé résulte de la différence entre la durée d'amortissement comptable et la durée d'amortissement fiscale.

1.3 Immobilisations financières

Les titres de participation et les autres titres immobilisés sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

1.4 Provision pour dépréciation

Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur d'un actif immobilisé, la société réalise un test de dépréciation par évaluation de la valeur d'usage de l'immobilisation dont notamment la détermination des flux futurs de trésorerie de l'immobilisation et/ou du groupe d'actif, des perspectives de rentabilité futures ou encore de la valeur des capitaux propres pour les titres de participation. La perte de valeur est enregistrée dans le compte de provision correspondant.

2. Actif circulant

2.1 Stocks et en-cours

Les stocks de matières premières sont valorisés à leur coût d'acquisition selon la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

Les stocks de produits finis et d'en-cours sont évalués à leur coût de production.

Dépréciation des stocks :

Une provision pour dépréciation de stock à rotation lente est évaluée et enregistrée à chaque arrêté comptable par nature et par catégorie de stock, en cas d'indice de perte de valeur et à défaut selon la règle suivante :

Dépréciation des stocks	Provision pour dépréciation
Stocks mort > à 360 jours	100% de la valeur brute
Rotation lente > à 180 jours	50% de la valeur brute
Rotation lente > à 90 jours	25% de la valeur brute

2.2 Méthode d'évaluation des créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Des provisions pour dépréciation des créances sont constituées en cas de mauvaise situation du débiteur ou en cas de litige pour couvrir le risque de non-recouvrement. Lorsque les diligences de recouvrement ont été effectuées sans résultat et que la créance apparaît peu recouvrable, la règle générale ci-dessous est appliquée a minima. La Société applique une règle spécifique aux créances relatives à l'activité Outillage, compte tenu de la nature et des spécificités inhérentes à cette dernière.

Dépréciation des créances	Non outillages	Outillages
Echue > à 2 ans	100% de la valeur brute	100% de la valeur brute
Echue > à 360 jours	100% de la valeur brute	50% de la valeur brute
Echue > à 180 jours	50% de la valeur brute	25% de la valeur brute
Echue > à 90 jours	25% de la valeur brute	0% de la valeur brute

2.3 Affacturage

Dans le cadre du contrat d'affacturage, l'ensemble des créances éligibles est cédé au factor. Cette cession entraîne le transfert de ces créances du poste « Créances clients et autres comptes rattachés » au poste « Autres créances ». Une commission d'affacturage est alors comptabilisée en résultat d'exploitation.

Lors du tirage sur la ligne d'affacturage, le montant de la trésorerie reçue est crédité du poste « Autres créances » au profit du poste « Disponibilités ». La commission de financement due au Factor est comptabilisée en résultat financier, et sa contrepartie dans le poste « Autres créances » au bilan.

Le fond de garantie de la ligne d'affacturage est également comptabilisé dans le poste « Autres créances ».

2.4 Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées selon la méthode du prix moyen pondéré. A la clôture, une comparaison entre la valeur de réalisation des valeurs mobilières et leur valeur comptable est réalisée. Une dépréciation est enregistrée pour couvrir le risque de perte de valeur.

2.5 Méthode de comptabilisation et d'évaluation des résultats sur contrat long terme

Suivant la méthode préférentielle, les frais de développement supportés sont enregistrés à l'actif.

Lorsque les outillages sont vendus ou financés par le client, les coûts de développement sont comptabilisés en Stocks. La prise en compte du revenu et l'enregistrement en charge des coûts stockés sont effectués à la date d'achèvement.

En cas d'existence de clause suspensive dans les contrats de cession ou de financement des outillages, les frais supportés par la Société sont enregistrés en charge de l'exercice jusqu'à la levée desdites clauses.

La marge est reconnue à la date d'achèvement. Le résultat à terminaison de chaque contrat est évalué à la clôture de l'exercice. En cas de marge prévisionnelle négative, une provision pour perte à terminaison est comptabilisée.

3. Comptes de régularisation actif et passif

Méthode de conversion des créances et des dettes en devise

Les créances et les dettes en devises sont converties en euros sur la base du taux groupe communiqué mensuellement. Les différences résultant de cette conversion sont inscrites dans les postes « écarts de conversion » au bilan (à l'actif pour les pertes latentes, au passif pour les gains latents).

4. Provisions pour risques et charges

4.1 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont constituées pour couvrir les risques et charges liés aux opérations suivantes :

- les litiges clients et personnels
- les impôts
- les litiges prudhommaux
- les contrôles fiscaux
- les garanties clients
- les litiges fournisseurs
- les plans sociaux et les restructurations

Des provisions sont également constituées pour couvrir les risques environnementaux.

4.2 Méthode de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraites et médailles du travail

Suivant la méthode préférentielle, une provision pour engagement de retraite et médailles du travail sont enregistrées dans les comptes. Les écarts actuariels et les coûts des services sont enregistrés dans le résultat financier de l'exercice.

C. NOTES SUR L'ACTIF

1. ACTIF IMMOBILISE

Voir également tableau « Provisions » joint en section « D. NOTES AU PASSIF ».

1.1. Immobilisations incorporelles

Les droits d'utilisations des licences ont été sortis de l'actif de la société en août 2018.

La société a acquis au cours de l'exercice des développements informatiques, auprès de SMRC Automotive Holding pour 0,8 m€.

1.2. Immobilisations corporelles

1.2.1. Immobilisations corporelles brutes

Sur l'exercice, la société a mis en service 6,7 m€ d'immobilisations corporelles, dont 2 m€ pour le réaménagement du site de Gondecourt, 3,3 m€ lié au programme P8 du site de Rougegoutte et 1,3 m€ pour le site de Harnes.

1.2.2. Dépréciations des immobilisations corporelles

La provision résiduelle relative aux immobilisations existantes au bilan au 31 mars 2019 s'élève à 4,5 m€ et concerne exclusivement le site de Gondecourt.

1.3. Immobilisations financières

La société s'est portée caution pour sa société sœur SMRC Morocco (ex. Reydel Morocco) pour un montant de 3,7 m€, au titre de ses baux immobiliers et de ses créances douanières. En contrepartie, la Société a reçu de Visteon EU Holding 3,7 m€ bloqués sur un compte enregistré dans le poste « Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ». Au cours de l'exercice la société SMRC Morocco a procédé à un remboursement à hauteur de 1,8 m€.

2. ACTIF CIRCULANT

2.1. Stocks et en-cours

Les stocks encours relatifs aux Outillages s'élèvent à 33,2 m€ au 31 mars 2019 (contre 34,3 m€ à l'ouverture de l'exercice). Sur l'exercice, ces stocks ont augmenté de 29,8 m€, essentiellement suite à l'activité du centre technique de Harnes sur les projets HJB, X62 Phase 2 et HFE Phase 2, et ont diminué de 30,9 m€ suite à la terminaison des projets P1UO, K9 et P8. Les évolutions des autres stocks sont liées aux activités des sites industriels.

2.2. Créances clients et comptes rattachés – Autres créances

Au 31 mars 2019, les créances clients s'élèvent à 36,4 m€ (contre 39,4 m€ au 31 décembre 2017). Cette diminution de 3,0 m€ est essentiellement liée à :

-11,7 m€ : réduction des factures à établir ; facturation au cours de l'exercice des études dans le cadre des projets HFE (6,9 m€) et XFD (4,0 m€), conformément à l'échéancier convenu avec le client.

+9,6 m€ : hausse des créances en attente de cession au factor lié à une plus faible facturation la dernière semaine de décembre 2017, que celle de mars 2019. Les cessions au factor étant effectuées hebdomadairement le lundi suivant, la semaine de facturation antérieure à la clôture est encore comptabilisée en créances clients.

-0.9 m€ : autres variations liées à l'activité.

Les autres créances s'élèvent à 92,5 m€ au 31 mars 2018 (contre 124,1 m€ au 31 décembre 2017). Cette réduction de 31,6 m€ s'explique principalement par :

-68,2 m€ : modification du contrat d'affacturage (cf III. 5 Principaux faits marquants de l'exercice - Modification du contrat d'affacturage) qui engendre une augmentation de trésorerie de 68,2 m€ ; et une réduction des autres créances du même montant.

+40 m€ : augmentation liée aux prêts intra groupe accordés au cours de l'exercice : un prêt envers SMRC Automotive Holdings B.V. pour un montant de 15 m€ et un1 prêt envers SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V. pour un montant de 25 m€

-2,2 m€ : avoir à recevoir de la part de SMRC Spain comptabilisé fin 2017. Cet avoir, lié à l'activité LERA, a été reçu au cours de l'exercice.

-0,8 m€ : autres variations liées à l'activité.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	21 221 031		218 505
Terrains	436 178		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	17 403 923		835 688
Constructions sur sol d'autrui	4 814 948		15 488
Const. Install. générales, agenc., aménag.	1 323 904		369 358
Install. techniques, matériel et outillage ind.	85 458 889		4 306 892
Installations générales, agenc., aménag.	1 780 714		
Matériel de transport	17 088		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 707 948		990 130
Emballages récupérables et divers	2 201 811		162 168
Immobilisations corporelles en cours	4 412 798		7 407 440
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	120 558 201		14 087 164
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	3 954 453		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	3 954 453		
TOTAL GENERAL	145 733 684		14 305 669

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		7 270 466	14 169 070	
Terrains			436 178	
Constructions sur sol propre			18 239 611	
Constructions sur sol d'autrui		113 342	4 717 094	
Constructions, installations générales, agenc.			1 693 262	
Installations techn., matériel et outillages ind.		664 428	89 101 353	
Installations générales, agencements divers			1 780 714	
Matériel de transport			17 088	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			3 698 078	
Emballages récupérables et divers			2 363 979	
Immobilisations corporelles en cours		6 898 229	4 922 009	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		7 675 998	126 969 366	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 963 200	1 991 252	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 963 200	1 991 252	
TOTAL GENERAL		16 909 664	143 129 688	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 842 184	3 943 551	3 894 892	11 890 842
Terrains	9 256			9 256
Constructions sur sol propre	11 087 947	549 186		11 637 133
Constructions sur sol d'autrui	2 480 405	329 066	47 848	2 761 622
Constructions installations générales, agenc., aménag.	46 448	147 362		193 810
Installations techniques, matériel et outillage industriels	65 904 524	5 440 164	660 861	70 683 828
Installations générales, agenc. et aménag. divers	237 903	401 824		639 727
Matériel de transport	17 088			17 088
Matériel de bureau et informatique, mobilier	2 397 003	191 252		2 588 255
Emballages récupérables, divers	2 164 264	37 119		2 201 383
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	84 344 838	7 095 973	708 709	90 732 102
TOTAL GENERAL	96 187 022	11 039 524	4 603 602	102 622 944

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL AUT. INC.							
Terrains							
Construct.							
- sol propre		95 904			41 264		54 640
- sol autrui							
- installations		33 598			641 451		-607 854
Install. Tech.							
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		5 526			19 704		-14 178
Embal récup.							
CORPOREL.		135 028			702 419		-567 392
Acquis. titre							
TOTAL		135 028			702 419		-567 392

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 991 252	1 991 252	
Clients douteux ou litigieux	97 579	97 579	
Autres créances clients	36 425 908	36 425 908	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	68 750	68 750	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	586 937	586 937	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	17 503 277	17 503 277	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses	14 522 181	3 825 602	10 696 579
Groupe et associés	40 206 000	40 206 000	
Débiteurs divers	19 951 897	19 951 897	
Charges constatées d'avance	448 251	448 251	
TOTAL GENERAL	131 802 033	121 105 455	10 696 579

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 800 000	1 800 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	92 586 232	92 586 232		
Personnel et comptes rattachés	9 461 634	9 461 634		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	10 450 964	10 450 964		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	4 968 000	4 968 000		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	1 105 338	1 105 338		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	1 736 412	1 736 412		
Autres dettes	29 701 516	29 701 516		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	16 931 552	16 931 552		
TOTAL GENERAL	168 741 648	168 741 648		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 978 000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Détail des charges constatées d'avance

<i>Charges constatées d'avance</i>	<i>Montant</i>
<u>Factures comptabilisées d'avance</u>	
Assurance pollution (tous sites)	226 826
Divers Harnes (dont 41 k€ de charges de loyer)	55 361
Divers Le Plessis	135 550
Divers Gondecourt	24 778
Divers Rougegoutte	5 736
TOTAL	448 251

Compte	Libellé	31/03/2019	31/12/2017	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
4181210	CLIENTS - FACT A ETABLIR FRANCE	199 525,50	313 604,06	-114 078,56
4181211	CLIENTS - FACT A ETABLIR SANS AUX F	5 454 195,84	7 299 002,24	-1 844 806,40
4181230	CLIENTS FACT A ETABLIR - AUX.	98 516,00	955,01	97 560,99
4181240	CLIENTS-FACT A ETAB EXPORT FILIALES	14 400,00	2 516 225,24	-2 501 825,24
4181250	CLIENT FAE SANS AUXILIAIRE	1 007 257,92	9 188 551,68	-8 181 293,76
4181604	QAD - 12101004 CM LERA Comerc Accru		-2 963 028,87	2 963 028,87
4181605	QAD - 121010 CM LERA DEFFERED INCOM		-1 837 683,91	1 837 683,91
4181650	QAD - 121050 CM LERA AR ACCRUAL ACC	964 621,43	85 322,55	879 298,88
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		7 738 516,69	14 602 948,00	-6 864 431,31
AUTRES CREANCES				
4098100	FOURN - R.R.R & AVOIRS A RECEVOIR	37 156,53	37 156,53	
4098101	FOURN - R.R.R & AVOIRS A RECEVOIR S	2 384 028,73	926 159,82	1 457 868,91
4098200	FOURNISSEURS - R.R.R ET AVOIRS A RE	6 462,88	3 166 471,24	-3 160 008,36
4487100	ETAT PRODUITS A RECEVOIR CIR	8 706 109,01	8 302 334,00	403 775,01
4487200	ETAT PRODUITS A RECEVOIR CICE	5 569 020,00	5 511 466,00	57 554,00
4487400	CFE à recevoir		33 826,00	-33 826,00
TOTAL AUTRES CREANCES		16 702 777,15	17 977 413,59	-1 274 636,44
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		24 441 293,84	32 580 361,59	-8 139 067,75

D. NOTES SUR LE PASSIF

1. Capitaux propres

Le montant de 2 220 329 euros en poste « Prime d'émission » issue de l'augmentation et de la réduction de capital social, intervenu le 13 décembre 2017, a été affecté en totalité au poste de Report à nouveau, le faisant passer d'un solde débiteur de 2 478 897 euros après affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2017, à un solde débiteur de 258 568 euros.

2. Provisions

Voir tableau « Etat des provisions » - « Détail des provisions pour risques et charges »

<i>Nature des charges</i>	<i>Montant EUR</i>
Restructurations et plans sociaux	775 544
Autres risques d'exploitation	4 646 346
Provision pour litiges sociaux	582 164
Provision garantie clients	969 980
Provision pour engagements sociaux	12 251 599
Provision pour impôts	0
TOTAL	19 225 633

2.1 *Provision pour restructuration*

Aux termes de l'arrêt de la Cour d'Appel de Douai rendu sur l'exercice (23/02/2018), la Société a été déboutée de ses demandes et a repris 1,2 m€ sur la période au titre de la restructuration de 2012.

2.2 *Provision pour autres risques d'exploitation*

La provision pour autres risques d'exploitation se décompose de la façon suivante :

- Une provision pour risque environnemental de 0,6 m€ pour le site de Gondecourt.
- Les autres provisions pour risques d'exploitation s'élèvent à 4,0 m€. Elles correspondent principalement à des provisions pour litiges fournisseurs, notamment pour couvrir le risque lié au non-respect des volumes définis à la signature des contrats.

3. Avances & acomptes reçus

Le poste est lié à l'activité des sites industriels et du centre technique de Harnes. La hausse de 10,7 m€ par rapport au 31 décembre 2017, s'explique principalement par la facturation d'acomptes sur les projets HJB (+4,6 m€) et X62 Phase 2 (+4,4 m€).

4. Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Au 31 mars 2019, les dettes fournisseurs s'élèvent à 92,6 m€ (contre 109,8 m€ en 2017).

Cette baisse de 17,2 m€ est issue essentiellement :

- 7 m€ des dettes à payer, principalement expliqué par une baisse d'activité sur Rougegoutte
 - -5 m€ lié au changement de date de clôture. L'impact est notamment visible sur les fournisseurs Recticel (4 m€ de dettes à fin dec17 vs 2,8 m€ à fin mars19) et Randsatd (3 m€ de dettes à fin dec17) – lié à la baisse du nombre d'intérimaires.
- 4,8 m€ relative à une facturation plus rapide du Contrat manufacturier espagnol Médina lié à un changement du système d'information
- 4,6 m€ relatives aux factures de répartition des coûts et de refacturation comptabilisés en décembre 2017 plus importantes qu'au 31 mars 2019

5. Médaille du travail

Au 31 mars 2019, la provision s'établit 1,1 m€, contre 1,0 m€ au 31 décembre 2017.

6. Indemnités de Départ en Retraite

Les engagements sont calculés par un cabinet extérieur. Les hypothèses retenues sont :

Taux d'actualisation	1,30 %
Taux d'inflation	1,80 %
Taux d'augmentation des salaires	1,00 %
Mortalité	TG HF 2005
Turnover	Décroissant par âge

La provision Indemnités de Départ en Retraite augmente de 524 k€ sur l'exercice, décomposée comme suit :

Produits nets d'exploitation	+ 392 k€
Services et intérêts financiers	+ 240 k€
Ecart actuariel	- 108 k€

7. Comptes de régularisation actif et passif

Voir tableau « Détail des charges et produits constatés d'avance »

Les produits constatés d'avance relatifs aux Outillages s'élèvent à 16,9 m€ au 31 mars 2019 (contre 43,1 m€ à l'ouverture de l'exercice). Le solde correspond essentiellement aux projets suivants : HFE Phase 2, C84, R4S Phase 2 et X62 Phase 2.

La variation est principalement due à la reconnaissance de marge intervenue sur l'exercice sur les projets Open Grandland X, PSA 3008 et PSA Berlingo-Partner, ainsi qu'à l'enregistrement de nouveaux produits constatés d'avance sur les projets en cours.

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	11 803 195			0,56

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		9 032 466
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		9 032 466
Variations en cours d'exercice	En moins	En plus
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital	2 220 329	
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		
Variations des provisions réglementées	567 391	
Autres variations		2 220 329
Résultat de l'exercice		1 843 915
	SOLDE	1 276 524
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		10 308 990

1 - Origine	Montant
Report à nouveau antérieur	-258 568
Résultat de l'exercice	1 843 915
dont résultat courant après impôts :	
Prélèvements sur les réserves	
TOTAL	1 585 346

2 - Affectations	Montant
Réserve légale	
Réserve spéciale de plus-values à long terme	
Autres réserves	
Dividendes	
Autres répartitions :	
Report à nouveau	1 585 346
TOTAL	1 585 346

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	2 628 757	135 028	702 419	2 061 366
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	2 628 757	135 028	702 419	2 061 366
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients	869 753	659 307	559 081	969 980
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires	11 700 618	1 274 217	723 237	12 251 599
Provisions pour impôts	81 234		81 234	
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	10 506 478	3 354 183	7 856 606	6 004 054
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	23 158 083	5 287 707	9 220 157	19 225 633
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles	5 893 942		1 377 954	4 515 988
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	2 375 863	2 549 695	2 375 863	2 549 695
Dépréciations comptes clients	388 076	8 133	314 589	81 619
Autres dépréciations	595 112	27 000	306 964	315 148
DEPRECIATIONS	9 252 993	2 584 828	4 375 370	7 462 451
TOTAL GENERAL	35 039 833	8 007 563	14 297 946	28 749 449
Dotations et reprises d'exploitation		6 623 981	9 991 854	
Dotations et reprises financières		353 967	183 412	
Dotations et reprises exceptionnelles		1 029 616	4 122 681	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

COMPTE (5 ch.)	Libellé	31/03/2019	31/12/2017	Variation
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH				
40811	Fourn. FNP	40 372 182,48	39 518 245,97	853 936,51
40812	Fourn. FNP Filiales	1 501 956,31	12 017 306,04	- 10 515 349,73
Total DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH		41 874 138,79	51 535 552,01	- 9 661 413,22
AUTRES DETTES				
41980	Clients AAE CM CROATIA	934 960,71	309 343,02	625 617,69
41982	Clients AAE	15 999 172,60	13 268 213,15	2 730 959,45
41985	Clients AAE - Moules&Outillages	107 630,54	359 667,91	- 252 037,37
Total AUTRES DETTES		17 041 763,85	13 937 224,08	3 104 539,77
DETTES FISCALES & SOCIALES				
42821	Provisions C.P. En Cours	3 059 322,44	2 101 342,18	957 980,26
42822	Provisions C.P. Ecoulés	1 065 965,47	1 563 338,69	- 497 373,22
42823	Provisions RTT	313 545,07	321 532,22	- 7 987,15
42824	Provisions CET	245 677,60	266 573,18	- 20 895,58
42825	Provisions Repos Compensateur	62 003,09	50 977,51	11 025,58
42826	Provisions H. Récuparations	829 033,44	861 263,64	- 32 230,20
42827	Provisions H. de modulation	13 736,23	46 259,43	- 32 523,20
42861	Provisions 13ème mois	1 205 819,61	472 126,42	733 693,19
42862	Provisions Primes Vacances	631 363,07	417 816,23	213 546,84
42864	Prov Autres Charges à Payer	1 094 628,45	7 663 431,17	- 6 568 802,72
42865	Provision Intéressement	646 144,50	425 386,80	220 757,70
43821	Charges Soc. / Prov. CP en cours	1 528 884,06	1 053 667,84	475 216,22
43822	Charges Soc. / Prov. CP Ecoulés	532 787,22	783 529,92	- 250 742,70
43823	Charges / Prov. 13ème mois	604 880,64	237 434,52	367 446,12
43824	Charges Soc. / Prov. Primes Vacances	310 085,17	206 293,43	103 791,74
43825	Charges Soc. / Prov. Repos Comp.	30 260,05	25 091,00	5 169,05
43826	Prov Charges / RTT	156 544,50	161 577,74	- 5 033,24
43827	Charges Soc. / Prov. CET	123 783,71	134 409,59	- 10 625,88
43828	Charges Soc. / Prov. H. Récup.	398 689,90	421 890,20	- 23 200,30
43829	Charges Soc. / Prov. H. Modul.	6 732,39	22 676,58	- 15 944,19
43860	Organismes Sociaux à payer	604 461,39	3 879 548,19	- 3 275 086,80
43861	ORGANIC	1 134 384,61	902 916,00	231 468,61
43862	Taxe Apprentissage à payer	44 255,88	541 314,22	- 497 058,34
43863	Frais de formation payés	- 1 250,00	- 1 250,00	-
43864	Effort Construction	312 968,72	226 049,95	86 918,77
43865	FCP / Fond Paritaire sécu Parcours Pro	- 105 315,50	190 876,92	- 296 192,42
43866	FCP / Formation 0,4%PROF+0,2% CPF	572 394,87	300 730,22	271 664,65
43867	FCP / Formation 0,2% CIF	33 507,54	100 243,49	- 66 735,95
43868	FCP / Formation 1% CDD	73,68	214,01	- 140,33
43869	FCP / Prov Contrib Conv (0,15%)Dialogue Soc	17 001,11	44 734,93	- 27 733,82
44860	HORS QAD CM LERA CHARGES A PAYER	-	-	-
Total DETTES FISCALES & SOCIALES		15 472 368,91	23 421 996,22	- 7 949 627,31
TOTAL CHARGES A PAYER		74 388 271,55	88 894 772,31	- 14 506 500,76

Détail des produits constatés d'avance

<i>Produits constatés d'avance</i>	<i>Montant</i>
Outillages	16 931 552
TEF	0
Divers	0
TOTAL	16 931 552

E. Notes sur le compte de résultat

1. Organisation technologique et administrative au sein du Groupe SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V

Afin d'optimiser l'utilisation de la propriété intellectuelle au sein du groupe, les frais de recherche et développement exposés par chacune des filiales sont refacturés avec une marge de 6% à une société centralisatrice (SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V.) qui, par voie de conséquence, est propriétaire des brevets et des technologies développés au sein du groupe. En contrepartie de l'utilisation des technologies SMRC, cette société centralisatrice facture à chaque entité SMRC du groupe, une redevance répartie en fonction du chiffre d'affaires. Pour la Société, les refacturations de coûts se sont élevées à 29,6 m€ sur l'exercice et sont présentées en « autres produits » (contre 25,1 m€ en 2017), la redevance quant à elle s'élève à 24,4 m€ et est présentée en « autres charges » (contre 21,7 m€ en 2017).

Afin d'optimiser sa structure de coûts, le groupe a mis en place une organisation administrative centralisée. Cette organisation, nécessite une répartition des coûts administratifs engagés par chacune des filiales. En conséquence, les coûts exposés par chacune des filiales européennes sont refacturés avec une marge de 5% à une entité centralisatrice (SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V.), qui refacture les coûts centralisés en fonction du niveau de chiffre d'affaires et des effectifs de chacune des filiales. Pour la Société, les refacturations de coûts se sont élevées à 20,5 m€ sur l'exercice et sont présentées en « autres produits » (contre 20,7 m€ en 2017), les coûts administratifs reçus quant à eux s'élèvent à 22,6 m€ et sont présentés en « autres achats et charges externes » (contre 20,4 m€ en 2017).

2. Crédits d'impôts

2.1 Crédit Impôt Compétitivité Emploi (CICE)

Le CICE a pour objet l'amélioration de la compétitivité de l'entreprise par des efforts en matière d'investissement, de recherche d'innovation, de formation, de recrutement, de prospection de nouveaux marchés, de transition écologique et énergétique et de reconstitution de leur fonds de roulement.

Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2019, la Société a comptabilisé un CICE de 1,4 m€ (relatif à la période 1^{er} janvier au 31 décembre 2018), en réduction des charges de personnel.

Le taux du CICE s'élève, en 2018, à 6% des rémunérations versées aux salariés au cours d'une année civile et n'excédant pas 2,5 fois le SMIC en vigueur.

Au 1er janvier 2019, le CICE est supprimé au profit d'un allègement du taux de charges sociales patronales

2.2 Crédit Impôt Recherche (CIR)

Le produit d'impôt constaté sur l'exercice 2018 de 2,5 m€ est composé de :

2,6 m€	Produit de CIR 2018 et 1 ^{er} trimestre 2019
-0,1 m€	Retenue à la source Turquie (Royalties)

Exprimé en K €

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/03/2019	Total 31/12/2017	%
Ventes de marchandises	3 669	4 585	8 255	4 915	67,95 %
Production vendue de biens	411 433	259 881	671 314	519 427	29,24 %
production vendue de services	2 395	1 070	3 466	21 285	-83,72 %
TOTAL	417 497	265 537	683 034	545 627	25,18 %

Détail des produits et charges exceptionnels	Exercice 31/03/2019	
	Charges	Produits
Charges sur exercices antérieurs	232 154	
Autres amendes et pénalités	44 805	
Autres charges exceptionnelles/opération de gestion	3 478 572	
Valeur nette des éléments d'actif cédés	3 444 634	
Autres charges exceptionnelles	146 306	
Provision risques sociaux	388 588	
Provision autres risques	506 000	
Dotations aux amortissements dérogatoires	135 028	
Produits sur exercices antérieurs		172 464
Produits des éléments d'actifs corporels cédés		6 000
Reprise provision risques sociaux et restructuring		2 544 028
Reprise sur provisions autres litiges		876 234
Reprise sur amortissements dérogatoires		702 419
Transfert de charges exceptionnelles		3 453 413
TOTAL GENERAL	8 376 087	7 754 558

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
AON	206 269	7918820
Autres	35 969	7918820
Mutuelle Générale	24 963	7918820
FONGECIF	18 175	7918820
Aide apprentis	17 000	7918820
MACIF	1 283	7918820
OPCA	-20 736	7918820
TOTAL	282 922	

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			1 843 915
Impôt sur les bénéfices			-2 499 033
RESULTAT AVANT IMPOT			-655 119
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	135 028	702 419	-567 391
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	135 028	702 419	-567 391
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-1 222 510

F. AUTRES INFORMATIONS

1. Montant des dettes représentées par des effets

La société n'a aucune dette représentée par des effets au 31 mars 2019.

2. Avances et crédits accordés aux dirigeants

Néant

3. Honoraires CAC

Suite au décret 2008-1487 du 30 décembre 2008, les honoraires du commissaire aux comptes comptabilisés dans le compte de résultat de SMRC Automotive Modules France SAS sont d'un montant global de 79 k€. 77 k€ correspondent aux honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes, 2 k€ correspondent aux honoraires facturés au titre de services autres que la certification des comptes.

4. Société mère et/ou consolidante

La société est intégrée dans les comptes consolidés de SMRC Automotive Holdings Netherlands B.V. (Pays-Bas).

5. Autres engagements financiers donnés

Néant.

6. Autres engagements financiers reçus

La société a reçu de la part de Samvardhana Moterson Automotive Systems Group B.V. une garantie de support financier visant à couvrir les besoins en cash disponibles résultant de son activité.

7. Evènements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

<i>Partie liée</i>	<i>Montant des transactions conclues avec la partie liée</i>	<i>Nature la transaction</i>	<i>Autres informations</i>
Yujin-Reydel Corp	1 751 160,14 €	Emprunt	Somme reçue le 10 juillet 2017 : 2,0 m USD au taux de 1 EUR = 1.1421 USD Taux d'intérêts : LIBOR USD 1an + 2.75 % Taux de couverture : 1 EUR = 1.1651 USD
SMRC Automotive Holdings BV	15 000 000,00 €	Emprunt	Taux d'intérêts : EURIBOR + 1,80 %
SMRC Automotive H Netherlands BV	25 000 000,00 €	Emprunt	Taux d'intérêts : EURIBOR + 1,80 %

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	289	
Agents de maîtrise	63	
Employés / Techniciens	316	
Ouvriers	452	
TOTAL	1 120	